



torique, cela peut-être aussi de vrais acteurs de l'histoire qui seront utilisés à leur détriment. Une des grandes difficultés aujourd'hui pour les réalisateurs, c'est de pouvoir continuer à diffuser des films sans que l'étau économique ne se resserre chaque fois un peu plus, quand on connaît la durée de vie d'un documentaire dans le réseau de la grande distribution, cela devient le parcours du combattant. C'est là que le réseau militant et alternatif se met en place et prend toute sa dimension politique, alors le documentaire renaît et peut continuer à être vu et apprécié par un public plus averti et plus éclairé.

Le 27 février 2020, au centre Paris Anim' - Place des Fêtes dans le 19^e, à 19h00, l'association « 24 août 1944 » présentait le film, en présence de Dietmar Post et María Garzón, vice-présidente de la Fondation Baltasar Garzón. Lors du débat la question s'est posée de savoir comment obtenir réparation et justice pour toutes les victimes du franquisme. Sachant que les bourreaux se promènent aujourd'hui en toute impunité dans les rues, protégés par la loi d'amnistie générale de 1977 (votée par la Chambre des députés le 14 octobre), celle-ci même que

Dietmar critique, en insistant pour qu'elle disparaisse du programme de la justice de manière à pouvoir permettre enfin, le droit aux victimes de pouvoir juger leurs bourreaux dans le pays. Dietmar et María précisent bien que le peuple espagnol et surtout la nouvelle génération ne connaissent pas réellement l'ampleur des crimes commis pendant toute la période de Franco (un massacre organisé, un génocide, de plus de 130 000 disparus), voire même après sa mort en 1975, où rien n'avait changé, les exactions continueront comme avant jusqu'en 1977 (plus de 600 morts), date du fameux pacte de la Moncloa signé le 25 octobre au moment de la transition constitutionnelle démocratique espagnole (1975-1978).

Pour une partie de la population qui a connu cette période, une vraie peur existe, de parler et de ressortir les vieux fantômes du franquisme, il n'y a jamais eu de rapport officiel, ni de jugement, ni une commission pour la vérité de la part de l'État espagnol, pour expliquer ce qui s'est passé pendant ses décennies (où une chape de plomb, scelle un passé sanguinaire et barbare) contrairement à l'Argentine qui a su faire

ce travail à l'époque, pour l'autre partie c'est l'ignorance, surtout chez les jeunes.

Dietmar est choqué lorsqu'il vient pour la première fois en Espagne, il remarque que le système éducatif n'aborde jamais le problème de cette partie historique et que la société espagnole était plus préoccupée de créer dans les années 90, un État de bien-être, plutôt qu'un État de droit. María Garzón explique que son père a tenté de juger tous ces crimes en utilisant les plaintes de différentes victimes du franquisme, mais la démarche juridique n'aboutira pas parce qu'il sera poursuivi pour « prévarication » (déjà cité plus haut dans le texte), Dietmar est du même avis et ajoute que son film fait la lumière sur toutes ces atrocités encore impunies et que personne ne restera indifférent et prendra conscience qu'il reste encore beaucoup à faire pour qu'un jour ait lieu un procès devant un tribunal judiciaire et historique en Espagne, peut-être le nouveau Nuremberg espagnol ?

Juan Chica Ventura

Groupe anarchiste Salvador-Seguí
Membre de l'association du 24 août 1944